

# Le FMI pousse Charles Michel à en faire plus

■ Le Fonds monétaire international (FMI) fixe deux priorités : dette et emploi.

Changelement de tête, changement de décor. Voici un an, Edward Gardner, alors chef de la délégation du FMI chargé de faire un état des lieux de la politique économique belge, avait dû trouver refuge dans un hôtel huppé du centre de Bruxelles pour présenter les conclusions de sa mission. La Belgique était alors en grève générale, les syndicats ayant mobilisé massivement leurs troupes pour contester le saut d'index décrété par le tout nouveau gouvernement Michel.

Un an plus tard, ce gouvernement est toujours en place et les syndicats nettement moins mobilisés. Le FMI, lui, est de retour en Belgique avec un nouveau chef à sa tête, l'Allemand Christian Mumssen. Et c'est au siège de la Banque nationale, aux côtés du gouverneur Jan Smets, que M.Mumssen a dévoilé, hier après-midi, les fruits des contacts politiques et sociaux menés ces deux dernières semaines en Belgique.

## Deux priorités majeures

Posant le regard sur l'année écoulée, l'expert du FMI salue l'action menée par l'équipe de Charles Michel. *"En un an, le nouveau gouvernement a accompli des pas importants pour soutenir la créa-*

*tion d'emplois et affronter le coût du vieillissement. En particulier grâce à la modération salariale, à la réforme des pensions et au tax shift",* résume-t-il. Dans la foulée, M.Mumssen s'empresse d'ajouter que *"ces efforts doivent être soutenus et élargis",* d'autant plus que la croissance économique demeure à la fois faible et précaire.

S'adressant au gouvernement fédéral, mais également aux exécutifs des entités fédérées (Régions et Communautés) et aux partenaires sociaux, le responsable du FMI pointe deux *"priorités majeures"* en matière de politique économique : la réduction de l'endettement public (lequel, faut-il le rappeler, pèse plus de 107% du PIB!) et la lutte contre la forte fragmentation du marché belge du travail (ce qui se traduit par des niveaux de chômage très disparates selon les régions et les catégories de personnes).

Sur ces deux dossiers, Christian Mumssen estime que la Belgique a

aujourd'hui *"l'opportunité de jeter les bases"* pour une croissance économique plus élevée, la création d'emplois et un désendettement.

Le FMI, comme à son habitude, formule quelques recommandations. Pour enclencher une tendance baissière du ratio dette/PIB, il juge indispensable de rétablir l'équilibre budgétaire à tous les niveaux de pouvoirs. Il soutient l'objectif du gouvernement Michel d'atteindre cet équilibre en

2018, *"ce qui nécessitera des efforts à concurrence de 2% du PIB sur trois ans"*. Par quels moyens? Le FMI évoque notamment une amélioration de *"l'efficacité et de l'équité fiscale"* (via une

hausse de la fiscalité sur les revenus immobiliers, la suppression des incitants pour les voitures de sociétés, etc.). Mais le gros de l'effort devra porter sur l'efficacité des dépenses publiques, *"ce qui exige des réformes en profondeur à tous les niveaux de pouvoirs"*.

Sur le front de l'emploi, le FMI prône une stratégie *"large et inclusive"*. Elle devrait prévoir de nouvelles réductions de cotisations sociales sur les bas salaires, une meilleure coordination entre les écoles et les entreprises, un renforcement des incitants en matière de formation et d'emploi en faveur des groupes les plus vulnérables (jeunes, peu qualifiés, migrants, etc.)

Rendez-vous en décembre 2016...

Pierre-François Lovens

*"Le moment est venu de s'attaquer à la dette et à la fragmentation du marché du travail."*

CHRISTIAN MUMSSEN  
Chef de la délégation du FMI en Belgique.

## Épinglé

### Privatiser? Mouais...

#### Parmi les recommandations

adressées par le FMI au gouvernement belge, on retrouve la réduction de la dette publique (lire ci-contre). Pour y parvenir, le FMI privilégie le retour à l'équilibre budgétaire, à savoir la réduction de tout déficit. A la question de savoir si la cession – partielle ou totale – d'actifs de l'Etat (Proximus, Belfius, bpost,...) ne pourrait pas aussi contribuer au mouvement de désendettement, Christian Mumssen, chef de la délégation du FMI, se montre assez perplexe. *"Une privatisation ne fait sens que si elle a un impact en termes de croissance et d'efficacité économiques"*, estime-t-il, laissant entendre que le seul objectif de réduction de la dette n'était pas valable. A bon entendre... P.-F.L.